

COUR DU QUÉBEC

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE GATINEAU
LOCALITÉ DE GATINEAU
« Chambre civile »

N° : 550-80-004360-174

DATE : 10 avril 2018

SOUS LA PRÉSIDENTE DU JUGE STEVE GUÉNARD, J.C.Q.

TURCOTTE ET ASSOCIÉ

Demanderesse
c.

L'AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

Défenderesse

JUGEMENT RELATIF À UNE DEMANDE DE SUSPENSION D'INSTANCE

[1] La demanderesse conteste devant la Cour du Québec un avis de cotisation en TVQ daté du 30 mars 2015.¹ La demande en appel fut introduite devant cette Cour le 18 octobre 2017. Le soussigné fut assigné à la gestion régulière de cette instance depuis le 10 janvier 2018.

[2] Essentiellement, le litige concerne le refus de la défenderesse (ci-après Revenu Québec) de reconnaître une somme de 27 463,41\$ en remboursements de taxe sur

¹ Pièce P-1.

intrants (RTI). La demanderesse conteste également l'imposition d'une pénalité se chiffrant à une somme de 24 579,65\$.

[3] Cette cotisation serait la conséquence, plaide la demanderesse, d'un imbroglio avec une tierce entreprise, soit S.I.4. inc ainsi que de la formulation qualifiée d'ambiguë et inadéquate d'un acte notarié de rétrocession² conclu entre elles – acte qui serait en contradiction avec l'intention des parties telle qu'exprimée à divers actes antérieurs, en particulier à une entente de principe conclue le 11 février 2014³ ainsi qu'à une « Transaction et quittance globale » datée du 5 mars 2014⁴.

[4] La demanderesse soumet qu'elle aurait droit aux RTI refusés par Revenu Québec en ce qu'elle serait bien celle qui aurait payé les sous-traitants dont la présence avait été originalement requise par S.I.4 inc.

[5] Considérant ses prétentions à l'effet que S.I.4. inc est celle qui a bénéficié, à tort prétend-elle, desdits RTI, et vu ses prétentions quant à la rédaction boiteuse de l'acte notarié de rétrocession, la demanderesse institue, le 9 février 2018, une Demande en homologation de transaction et en dommages⁵, devant la Cour Supérieure de Laval, et ce, à l'encontre de S.I.4. inc ainsi qu'à l'encontre du notaire Me Philippe Robret.

[6] La demanderesse y requiert l'homologation de la transaction intervenue le 5 mars 2014 et requiert une ordonnance visant à enjoindre à S.I.4 inc de signer un acte *correctif* de rétrocession. Une demande de condamnation des défendeurs à payer une somme de 123 611,27\$ complète le tableau.

[7] Par ailleurs, la demanderesse conteste également le bien-fondé d'un avis de cotisation émis par Revenu Québec, cette-fois en TPS. Cette contestation doit faire l'objet d'une audition au fond⁶, le 29 mai 2018, soit dans quelques semaines, devant la Cour canadienne de l'impôt (ci-après la C.C.I.). La demanderesse soumet qu'elle a l'intention de demander, également à la C.C.I., de suspendre son dossier dans l'attente du résultat final devant la Cour Supérieure.

[8] La demanderesse soumet une demande de suspension de la présente instance, basée sous l'article 156 du *Code de procédure civile*⁷. Elle souhaite que celle-ci soit suspendue jusqu'au dénouement final du litige en Cour Supérieure, considérant le risque de jugement contradictoire ainsi que la multiplication inutile de procédures, avec les frais en découlant.

² Pièce P-8.

³ Pièce P-7.1

⁴ Pièce P-7.2

⁵ Numéro de Cour : 540-17-013014-187.

⁶ Dossier 2017-1777 (GST).

⁷ RLRQ c C-25.01.

[9] Revenu Québec conteste cette demande, arguant que la Cour du Québec a non seulement une juridiction exclusive, conférée par le législateur, en matière d'appel de cotisation, mais ajoutant, de surcroît, que celle-ci a pleine juridiction afin d'interpréter les différents contrats qui ont été conclus entre les différentes parties, et ce, afin de conclure en leur impact, ou non, quant aux questions ici applicables en matière fiscale. Ainsi, la suspension de la présente instance, dans l'attente d'un dénouement final devant la Cour Supérieure ne serait ni souhaitable, ni nécessaire.

[10] Qui plus est, Revenu Québec se dit disposée à procéder, au fond, devant la C.C.I. le 29 mai prochain et confirme, séance tenante, par l'entremise de son avocat – qui a pu valider le tout avec sa cliente – que Revenu Québec accepte de se lier au jugement à être rendu – vraisemblablement à courte échéance – par ladite C.C.I. Ainsi, soumet-elle, le présent litige pourrait être réglé rapidement vu l'acceptation de Revenu Québec de se lier à ce jugement à être rendu, que celui-ci soit favorable ou défavorable.

[11] Ainsi, la demande de suspension est-elle ici bien fondée?

L'ÉTAT ACTUEL DES 3 DOSSIERS

[12] Le Tribunal doit noter, d'entrée de jeu, que le dossier devant la Cour du Québec est déjà passablement avancé. En effet, les avocats confirment, séance tenante, qu'aucun interrogatoire préalable ne sera finalement nécessaire. Ne reste que le dépôt, par Revenu Québec, de sa défense écrite⁸, le dépôt de quelques pièces additionnelles en demande⁹ ainsi que l'inscription.

[13] Le dossier en Cour Supérieure en est, pour sa part, à ses premiers balbutiements. Un protocole de l'instance fut signé le 3 avril dernier. Une demande de conférence de gestion fut requise par les avocats afin de discuter de divers sujets. L'avocate de la demanderesse précise qu'elle a le mandat de tenter de trouver une solution négociée avec ses collègues dans ce dossier de la Cour Supérieure. Elle confirme qu'elle a l'intention de « pousser » considérablement en ce sens, à brève échéance d'ailleurs.

[14] Quant au dossier devant la C.C.I., et comme nous l'avons vu, il doit, en principe, procéder au fond le 29 mai prochain.

PRINCIPES JURIDIQUES APPLICABLES ET DÉCISION

[15] La demande de suspension en l'espèce est formulée spécifiquement en vertu de l'article 156 CPC¹⁰. Cet article est ainsi libellé :

⁸ Conformément à l'article 93.1.19.3 de la *Loi sur l'administration fiscale*.

⁹ Tel qu'annoncé par l'avocate de la demanderesse.

¹⁰ L'avocate de la demanderesse concédant d'ailleurs qu'une telle demande de suspension ne se fonde nullement sur l'article 212 CPC, considérant que « les questions au fond ne sont pas similaires »

156. Le tribunal peut suspendre l'instance pour le temps qu'il détermine s'il lui est démontré que la demande est de nature conservatoire, que l'affaire est susceptible d'être réglée à l'amiable et que les efforts nécessaires pour préparer le dossier en vue de l'instruction seraient dès lors inutiles ou disproportionnés dans les circonstances et qu'il est en outre convaincu du sérieux des démarches. Il peut lever cette suspension sur demande d'une partie lorsqu'il estime que les raisons qui l'ont justifiée n'existent plus.

[16] Dans ses Commentaires, la Ministre de la Justice s'exprime ainsi au sujet de cette nouvelle disposition :

Cet article est de droit nouveau. Il s'inspire d'un pouvoir reconnu aux juges de la Cour fédérale de suspendre des instances; ce pouvoir peut en effet être utile si les parties sont en négociation mais qu'elles doivent agir en justice pour éviter des prescriptions. Le tribunal doit cependant, avant de suspendre, s'assurer que la situation correspond aux cas envisagés par l'article et être convaincu du sérieux des démarches entreprises par les parties.

[17] Dans l'ouvrage intitulé Le Grand Collectif, Code de procédure civile – Commentaires et annotations¹¹ - Me Luc Chamberland s'exprime ainsi au sujet de cette disposition :

Cette nouvelle disposition autorise le tribunal à suspendre l'instance lorsque la demande est de nature conservatoire, par exemple pour éviter la prescription ou si l'affaire est susceptible d'être réglée à l'amiable et que les efforts pour préparer le dossier seraient inutiles ou disproportionnés. Elle n'a pas un caractère exceptionnel parce que le terme « exceptionnellement » a été retiré du projet de loi.

Nous sommes d'opinion que la nature conservatoire de la demande n'est pas une condition essentielle. En effet, le Code impose à plusieurs reprises l'obligation de coopérer pour régler l'affaire (art. 19, 25, 147 et 148). Cet article doit aussi être interprété à l'aide de la disposition préliminaire, laquelle énonce qu'il est dans l'intérêt public de permettre le règlement des litiges par des procédés efficaces, accessibles, économiques, le tout avec célérité.

[nos soulignements]

[18] En effet, bien que la suspension demeure assurément l'exception et non pas la règle, cet article 156 CPC ne constitue pas pour autant une option extraordinaire ou rarissime. D'ailleurs, tant l'avant-projet de loi que le projet de loi 28, quant au nouveau

devant les deux instances (soit la Cour Supérieure et la Cour du Québec). Ceci dit, le pouvoir des Tribunaux d'émettre de telles ordonnances de gestion transparait, également, du libellé de l'article 49 CPC.

¹¹ LE GRAND COLLECTIF, Code de procédure civile Commentaires et annotations, Éditions Yvon Blais, Montréal, Volume 1, pages 744 et 745.

Code de procédure civile, comportait, au tout début du projet d'article 156, le mot « Exceptionnellement ». Ce mot fut retiré de la version finale de l'article¹².

[19] Chaque cas, ceci dit, est un cas d'espèce. Le tout doit s'évaluer à la lumière, entre autres, des principes directeurs du CPC.

[20] La disposition préliminaire dudit CPC est d'ailleurs ainsi libellé :

Le Code de procédure civile établit les principes de la justice civile et régit, avec le Code civil et en harmonie avec la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12) et les principes généraux du droit, la procédure applicable aux modes privés de prévention et de règlement des différends lorsque celle-ci n'est pas autrement fixée par les parties, la procédure applicable devant les tribunaux de l'ordre judiciaire de même que la procédure d'exécution des jugements et de vente du bien d'autrui.

Le Code vise à permettre, dans l'intérêt public, la prévention et le règlement des différends et des litiges, par des procédés adéquats, efficaces, empreints d'esprit de justice et favorisant la participation des personnes. Il vise également à assurer l'accessibilité, la qualité et la célérité de la justice civile, l'application juste, simple, proportionnée et économique de la procédure et l'exercice des droits des parties dans un esprit de coopération et d'équilibre, ainsi que le respect des personnes qui apportent leur concours à la justice.

Enfin, le Code s'interprète et s'applique comme un ensemble, dans le respect de la tradition civiliste. Les règles qu'il énonce s'interprètent à la lumière de ses dispositions particulières ou de celles de la loi et, dans les matières qui font l'objet de ses dispositions, il supplée au silence des autres lois si le contexte le permet.

[nos soulignements]

[21] La mission des Tribunaux, pour sa part, est édictée à l'article 9 CPC, et ce, en ces termes :

9. Les tribunaux ont pour mission de trancher les litiges dont ils sont saisis en conformité avec les règles de droit qui leur sont applicables. Ils ont également pour mission de statuer, même en l'absence de litige, lorsque la loi exige, en raison de la nature de l'affaire ou de la qualité des personnes, qu'une demande leur soit soumise.

¹² La version prévue au projet de Loi numéro 28 se lisait textuellement comme suit : *Exceptionnellement, le tribunal peut, s'il lui est démontré que la demande est de nature conservatoire, que l'affaire est susceptible d'être réglée à l'amiable et que les efforts nécessaires pour préparer le dossier en vue de l'instruction seraient dès lors inutiles ou disproportionnés dans les circonstances, suspendre l'instance pour le temps qu'il détermine. Il peut lever cette suspension sur demande d'une partie lorsqu'il estime que les raisons qui l'ont justifiée n'existent plus.*

Il entre dans leur mission d'assurer la saine gestion des instances en accord avec les principes et les objectifs de la procédure. Il entre aussi dans leur mission, tant en première instance qu'en appel, de favoriser la conciliation des parties si la loi leur en fait devoir, si les parties le demandent ou y consentent, si les circonstances s'y prêtent ou s'il est tenu une conférence de règlement à l'amiable.

Les tribunaux et les juges bénéficient de l'immunité judiciaire. Ces derniers doivent être impartiaux et doivent, dans leurs décisions, prendre en considération le meilleur intérêt de la justice.

[nos soulignements]

[22] L'article 18 CPC, pour sa part, se retrouve dans la section intitulée « Les principes directeurs de la procédure » et énonce ceci :

18. Les parties à une instance doivent respecter le principe de proportionnalité et s'assurer que leurs démarches, les actes de procédure, y compris le choix de contester oralement ou par écrit, et les moyens de preuve choisis sont, eu égard aux coûts et au temps exigé, proportionnés à la nature et à la complexité de l'affaire et à la finalité de la demande.

Les juges doivent faire de même dans la gestion de chacune des instances qui leur sont confiées, et ce, quelle que soit l'étape à laquelle ils interviennent. Les mesures et les actes qu'ils ordonnent ou autorisent doivent l'être dans le respect de ce principe, tout en tenant compte de la bonne administration de la justice.

[23] Les demandes de suspension d'instance ne sont pas légion. À tout événement, la jurisprudence sur le sujet est assez éparse, les parties réussissant normalement à s'entendre sur le bien-fondé – ou non – d'une telle demande.

[24] Une décision récente, de l'Honorable Juge Christiane Alary, J.C.S., dans l'affaire *Gravel et autre c. L'Agence du Revenu du Québec et autre*¹³, peut assurément servir de guide, ne serait-ce que par analogie, bien que cette décision ne se base pas, nommément, sur l'article 156 CPC.

[25] Dans cette affaire, c'est Revenu Québec qui requérait la suspension de l'instance, et ce, dans le cadre d'une procédure en dommages instituée à son encontre. Le demandeur contestait ladite demande.

[26] L'Honorable Juge Alary s'exprime ainsi :

[13] La Cour supérieure a juridiction pour suspendre des procédures, en vertu de son pouvoir inhérent, si la saine administration de la justice le requiert. La jurisprudence a déterminé différentes circonstances ou conditions justifiant une suspension de l'instance:

¹³ 2016 QCCS 3678,

1. il existe un lien indéniable entre deux instances;
2. le sort ultime d'un recours dans une instance dépend, dans une large mesure, du sort d'un recours dans une autre instance;
3. la suspension du recours permet d'assurer la règle de la proportionnalité;
4. il existe un risque de jugements contradictoires sur certaines questions dont sont saisies les deux instances;
5. l'absence de suspension aurait pour effet de multiplier inutilement les procédures et les coûts pour les parties.

[14] Pour accorder une suspension de l'instance, il n'est pas nécessaire que la situation remplisse les cinq conditions ci-haut mentionnées. Par ailleurs, plus il y a de conditions réunies, plus le Tribunal sera enclin à accorder la suspension.

[15] La suspension est cependant l'exception et non la règle. Le critère déterminant demeure le meilleur intérêt de la justice.

[références omises]

[27] En l'espèce, il existe assurément un certain lien entre la présente instance et celle mue depuis peu devant la Cour Supérieure. Évidemment, dans l'optique où S.I.4. inc reconnaissait ne pas pouvoir bénéficier des RTI en question, une telle reconnaissance, ou un jugement le déterminant, pourrait avoir un certain effet *domino* quant à la suite des choses. Les deux litiges trouvent leur source, ou à tout le moins leur élément déclencheur, dans la vérification fiscale effectuée par Revenu Québec.

[28] Cet effet de *domino* n'imposerait pas une décision « dirigée » à la Cour du Québec, qui conserve sa juridiction exclusive en matière fiscale, mais cet effet de *domino* pourrait potentiellement s'imposer à la demanderesse ainsi qu'à Revenu Québec.

[29] D'ailleurs, l'avocat de Revenu Québec, en l'espèce, reconnaît qu'un lien « partiellement commun » existe entre les deux instances.

[30] Ceci dit, le « sort ultime » du recours devant la Cour du Québec n'est pas nécessairement tributaire du résultat final du processus devant la Cour Supérieure. Du moins, la démonstration n'en est pas faite, à ce stade-ci.

[31] Le risque de jugements contradictoires existe, bien que les questions soumises – devant chaque instance – sont essentiellement distinctes. À tout événement, il est incontestable que la Cour du Québec a compétence afin d'analyser, au besoin, l'intention des parties, ne serait-ce qu'en vertu de l'article 1425 CCQ, et ce, en interprétant également les différents contrats conclus en l'espèce, y compris l'acte de rétrocession dont le libellé est dorénavant contesté par la demanderesse. Cette

interprétation et cette qualification peuvent assurément se faire dans le cadre d'un litige de nature fiscale. Ainsi, le risque réel de jugements véritablement contradictoires est peu élevé.

[32] Ceci dit, la suspension d'instance peut être prononcée, en outre, afin d'assurer l'application de la règle de la proportionnalité, dans un souci d'éviter une multiplication inutile de procédures ainsi que les coûts en résultant.

[33] Le Tribunal doit toujours garder à l'esprit ce souhait – manifestement exprimé par le législateur – de préserver l'objectif de proportionnalité dans les décisions devant être rendues.

[34] La Cour d'appel, dans l'arrêt *Lavigne et Gascon c. 6040993 Canada inc et Gestion Immobilière Trams inc.*¹⁴ le rappelle d'ailleurs ainsi :

[26] Notons que la Cour supérieure et la Cour du Québec prononcent également des suspensions d'instance et des suspensions d'instruction en vertu des pouvoirs de gestion qu'ils détiennent sur les dossiers dont elles sont saisies. Une telle suspension de l'instance ou de l'instruction est une « mesure de gestion relative au déroulement de l'instance » au sens de l'article 32 C.p.c.

(...)

[39] Or, toute mesure de gestion ou décision sur un incident qui s'inscrit dans le contexte du déroulement de l'instance doit dorénavant être décidée en prenant en considération les principes directeurs de la procédure.

[40] Ces principes directeurs, rappelons-le, sont ceux énoncés aux articles 17 à 24 du Chapitre III (« Les principes directeurs de la procédure ») du Titre II (« Les principes de la procédure applicable devant les tribunaux de l'ordre judiciaire ») du Livre I (« Le cadre général de la procédure civile ») du C.p.c. Ces articles portent sur le droit d'être entendu et la contradiction des débats (art. 17), sur le principe de la proportionnalité (art. 18), sur la saine gestion et le bon déroulement des instances (art. 19), sur les devoirs de coopération et d'information (art. 20), sur les droits et devoirs des témoins, y compris les témoins experts (art. 21-22), sur le droit des individus d'agir pour eux-mêmes devant les tribunaux (art. 23), et sur la portée du serment (art. 24).

[41] De plus, ces principes directeurs de la procédure doivent être eux-mêmes interprétés et mis en œuvre à la lumière de la disposition préliminaire du C.p.c., dont notamment son 2^e alinéa. Ainsi, ces principes directeurs doivent être appliqués de façon à permettre le règlement des différends et des litiges par des procédés adéquats, efficaces, empreints d'esprit de justice et favorisant la participation des personnes. Ils doivent aussi être interprétés et mis en œuvre de façon à assurer l'accessibilité, la qualité et la célérité de la justice civile, l'application juste, simple, proportionnée et économique de la procédure et

¹⁴ 2016 QCCA 1755.

l'exercice des droits des parties dans un esprit de coopération et d'équilibre, ainsi que le respect des personnes qui apportent leur concours à la justice.

[nos soulignements]

[35] Alors, qu'en est-il en l'espèce?

[36] La « pleine » demande de suspension requise par la demanderesse, soit jusqu'à la fin du processus devant la Cour Supérieure, ne peut être accordée.

[37] En effet, à ce sujet, le Tribunal s'accorde avec les propos de l'avocat de Revenu Québec qui rappelle qu'en la présente instance, sa cliente ne peut être à la remorque d'un dossier institué devant un autre Tribunal, dans un autre district, et dans lequel elle n'est pas partie.

[38] Comme le mentionne l'Honorable Juge Alary, dans l'affaire *Gravel*, précitée :

[33] Le recours en dommages-intérêts des Demandeurs en est à ses tout débuts.

[34] Il n'est pas facile de prévoir le temps qui sera nécessaire pour obtenir des décisions finales dans les autres instances. Les délais d'audition peuvent être longs et l'issue finale est tributaire des recours possibles en appel. Des mois, sinon des années peuvent s'écouler avant que l'issue finale des trois recours soit connue.

[35] En accordant une suspension de la présente instance, le Tribunal retarderait d'autant la mise en état du dossier. Cette décision ne contribue donc pas aux objectifs de célérité et d'accessibilité à la justice.

[39] Le Tribunal ne voit donc pas de motif permettant d'accorder une telle suspension « tout azimut », et ce, pour une durée potentiellement assez longue, le dossier devant la Cour Supérieure en étant, en effet, à ses tout débuts.

[40] Comme le mentionnait justement la Cour canadienne de l'impôt dans l'affaire *Kovarik c. La Reine*¹⁵ :

[22] Il ne fait nul doute qu'il me serait loisible de prendre le jugement en délibéré jusqu'à ce que l'appelant puisse obtenir une ordonnance de rectification, mais je ne crois toutefois pas qu'il soit approprié de le faire. Le rôle de cette cour est de décider si une cotisation est correcte en fonction des faits qui lui sont présentés et non de décider si la cotisation pourrait être modifiée à la suite d'un événement ultérieur comme une ordonnance de rectification. Si, chaque fois qu'une transaction particulière avait des conséquences fiscales non prévues ou non voulues, à l'égard desquelles le ministre avait établi une cotisation, cette cour en appel devait différer sa décision et accorder une forme [de] sursis de

¹⁵ 2001 CanLII 513 (CCI).

l'instance pendant que le contribuable cherche à obtenir une ordonnance de rectification afin de renverser les effets négatifs de la transaction antérieure, nombre de nos affaires seraient laissées en suspens en attendant que la cour provinciale se prononce sur la demande. Il n'entre pas dans le mandat de cette cour de servir de limbes judiciaires.

[nos soulignements]

[41] Ceci dit, les faits particuliers de l'espèce militent, tout de même, en faveur d'une suspension d'instance qui soit temporaire et ciblée. En outre, les éléments suivants doivent être notés :

- i) Revenu Québec ne subit pas de préjudice, financier du moins, d'une telle suspension ciblée. En effet, il n'est pas contesté que la demanderesse a versé la totalité de la somme réclamée par avis de cotisation, incluant le plein montant de la pénalité qui fut établie. Le préjudice subi, plaide-t-on, résulterait beaucoup plus d'être à la remorque, pendant une période inconnue, d'un dossier devant la Cour Supérieure. Or, pour les motifs déjà indiqués, une telle suspension d'une longue durée ne sera pas accordée;
- ii) Un litige similaire, voire assez identique¹⁶, doit être plaidé, au fond, entre les mêmes parties, aussi tôt que le 29 mai prochain, soit dans quelques semaines à peine, et ce, devant la Cour canadienne de l'impôt;
- iii) Normalement, ce fait, en soi, ne serait pas de nature, avec égards, à générer une suspension d'instance mais cette audition à très brève échéance comporte un élément additionnel qui est apparu lors de l'audition sur la présente demande en suspension;
- iv) En effet, l'avocat de Revenu Québec, après avoir confirmé son mandat en ce sens auprès de sa cliente, confirme que Revenu Québec est prêt à se « lier à cette décision » et à l'appliquer, qu'elle soit favorable ou défavorable¹⁷, au litige mû entre les parties devant la Cour du Québec¹⁸;
- v) Cette concession, le cas échéant, est de nature à limiter les frais de tous, et ce, dans l'optique où le dossier procède bel et bien, au fond, le 29 mai prochain;

¹⁶ Qui concerne tant un avis de cotisation en TPS mais également l'octroi, ou non, de pénalités, bien que pour une somme moins importante qu'en l'espèce.

¹⁷ Sous réserve, tel que déjà précisé, d'une demande, cela va de soi, en appel.

¹⁸ Ce qui permet d'ailleurs de distinguer la présente instance de celle plaidée devant l'Honorable Juge Daniel Bourgeois, J.C.Q. dans *Lessard c. Agence du revenu du Québec*, 2016 QCCQ 4783. Dans cette affaire, Revenu Québec avait refusé de « s'engager » ainsi à l'avance, ce qui faisait conclure au Juge Bourgeois que la suspension d'instance n'était pas appropriée. Voir les paragraphes 26 à 28 dudit Jugement.

- vi) Par ailleurs, l'avocate de la demanderesse précise bien qu'elle a le mandat clair de sa cliente de tenter de régler, au besoin préliminairement, avec ses collègues représentant S.I.4. inc ainsi que le notaire Robret, toute la question de la préparation, le cas échéant, d'un acte notarié correctif quant à la rétrocession;
- vii) Évidemment, l'impact réel d'un tel acte notarié correctif, le cas échéant, est inconnu à ce moment-ci. Ceci étant, il n'est pas du tout déraisonnable de penser qu'une solution négociée dans le dossier de la Cour Supérieure pourrait permettre un dénouement, ne serait-ce que par cet effet de *domino*, dans le dossier de la Cour du Québec – sous réserve de la question des pénalités imposées, soit un sujet qui demeurerait pertinent, de l'admission même de l'avocate de la demanderesse;
- viii) De toute façon, le délai de 6 mois pour l'inscription du dossier devant la Cour du Québec arrive sous peu à échéance, soit le 23 avril prochain – ainsi, il est manifeste qu'une demande de prolongation de délai sera présentée, et ce, bien que les étapes procédurales restantes en l'espèce soient peu nombreuses;

[42] Ainsi, à la lumière de cette trame factuelle assez particulière, le Tribunal considère qu'une suspension temporaire de la présente instance, s'échelonnant jusqu'au 30 juin prochain, inclusivement, s'impose. En effet, à la lumière du présent cas d'espèce, un moyen terme (entre la suspension tout azimuth et le rejet pur et simple de celle-ci) s'impose.

[43] Ce délai permettra, potentiellement, au dossier de se clore devant la C.C.I., et permettra, le cas échéant, à l'avocate de la demanderesse de faire les démarches jugées appropriées afin, potentiellement, de dénouer l'impasse avec S.I.4 inc, ce qui pourrait permettre, du moins en bonne partie, de dénouer celle avec Revenu Québec.

[44] À tout événement, dans un souci de proportionnalité et de saine administration de la justice, le Tribunal considère approprié d'accorder, bien que partiellement – et temporairement – ladite demande de suspension. Cela permettra d'éviter, à court terme, une multiplicité de démarches qui pourraient s'avérer totalement vaines et inutiles.

[45] Considérant ladite suspension temporaire, le Tribunal convoquera les avocats, pour une conférence de gestion – de suivi – le 3 juillet prochain, à 11 :00¹⁹, et ce, par voie téléphonique. Le Tribunal pourra constater, à ce moment, le règlement global du dossier, le cas échéant, ou pourra établir dès lors les dates devant être respectées quant aux jalons procéduraux restants dans la présente instance.

¹⁹ La date et l'heure pourront être modulés, au besoin, selon les disponibilités des avocats – disponibilités qui n'ont pas été discutées, séance tenante, lors de l'audition sur la demande de suspension.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

ACCUEILLE partiellement la demande de suspension de l'instance;

SUSPEND la présente instance jusqu'au 30 juin 2018, inclusivement;

CONVOQUE les avocats des parties à une conférence de gestion téléphonique, en suivi du dossier, le 3 juillet 2018, à 11 :00, ou à toute autre moment agréée et conforme aux disponibilités de ceux-ci;

LE TOUT, sans frais de justice.

STEVE GUÉNARD, J.C.Q.

Me Chantal Donaldson
LEBLANC DONALDSON
Avocats de la demanderesse

Me Kamal Saoud
LARIVIÈRE MEUNIER
Avocats de la défenderesse

Date d'audience : 6 avril 2018